

## Comptes 2022 de l'Etat de Genève

Après 2021, encore une fois des comptes largement bénéficiaires pour un budget déficitaire

### **Le Cartel dit STOP à un jeu comptable délétère**

#### **Les prestations publiques et les droits salariaux chaque année remis en question**

Année après année, des budgets hypothétiquement déficitaires justifient d'altérer directement la qualité des services publics. Si des postes sont parfois accordés, ils ne le sont jamais à la mesure des besoins qui augmentent face à la pression démographique et l'accroissement des problèmes sociaux (paupérisation, vieillissement, etc.). Les pressions restent fortes sur l'Office cantonal de l'emploi, les HUG (notamment gynécologie et urgences), les soins à domicile, le service pénitentiaire, l'éducation sexuelle, l'Hospice Général, et l'école (qui n'est toujours pas inclusive), etc. De plus, chaque année, une énergie importante est consacrée à réclamer le respect des mécanismes salariaux supprimés ou négociés âprement rendant des mobilisations nécessaires impactant ainsi l'ensemble de la population.

#### **Pour des budgets étatiques à la hauteur des besoins**

L'augmentation des revenus en 2021, puis en 2022 montrent à nouveau une vérité dérangeante : les crises n'atteignent pas les plus riches, bien au contraire (à Genève, les fortunes de plus de 3 millions ont triplé entre 2011 et 2018).

Or les plus pauvres et les rentiers souffrent d'absences de moyens alloués par l'Etat. Les minima sociaux doivent être augmentés, et le boni des comptes 2022 immédiatement réinvesti :

- **Postes et respect des mécanismes salariaux – indexation des rentes**

Il faut notamment **rattraper les besoins en poste dans les secteurs en souffrance**, et **indexer les rentes de la CPEG**, toujours pas suffisamment capitalisée. **L'indexation pleine et entière des salaires à l'inflation doit être automatique.**

- **Inclusivité et égalité**

L'Etat se doit de **favoriser l'intégration de personnes employées en situation de handicap** en adaptant TOUS les locaux et les écoles aux personnes à mobilité réduite (si besoin en aidant les communes à faire de même). **Un congé parental** doit être mis en place.

- **Conditions de travail**

Pour baisser le taux d'absence et favoriser le temps nécessaire pour la mobilité douce, le Cartel demande que **le temps de travail soit abaissé à salaire égal**. Afin de valoriser les professions essentielles, **il faut réduire l'écart des salaires et supprimer les classes 4, 5 et 6** de la grille salariale de l'Etat, ainsi qu'encourager la mobilité interne choisie.

- **Environnement et durabilité**

L'Etat se doit d'être un vecteur fort de la transition écologique en offrant des postes et des formations utiles à l'environnement. Un transport collectif doit être offert pour les employé-es travaillant le soir et de nuit (IMAD – HUG – TPG – Police).

**Le Cartel intersyndical de la fonction publique et du secteur subventionné souhaite changer le paradigme qui veut que les besoins soient sans arrêt minimisés, voire niés, et le personnel utilisé comme des pions de l'échiquier économique. Les prestations publiques sont l'or du canton, et les entreprises qui restent ou s'installent à Genève le savent. Le Cartel se tient à disposition pour entamer les discussions utiles à construire des budgets équilibrés, grâce à l'examen des besoins et une plus juste répartition des richesses.**